

LES FONDAMENTAUX Consommation

# LES FONDAMENTAUX DU DROIT DE LA CONSOMMATION

Louis Vogel  
Joseph Vogel



## TABLE ANALYTIQUE

Les chiffres renvoient aux numéros de pages

<b>Introduction</b>	5	<b>TITRE I</b>	
<b>I. Point de vue</b>	5	<b>Publicité et vente</b>	
<b>II. Développement du droit de la consommation</b>	6	<b>CHAPITRE I Publicité comparative</b>	35
<b>III. Renforcement de l'efficacité des sanctions</b>	7	<b>SECTION 1</b>	
<b>IV. Européanisation du droit de la consommation</b>	9	<b>Droit de l'Union</b>	37
<b>V. Actions des associations de consommateurs</b>	10	<b>I. Champ d'application</b>	37
<b>A. Droit de l'Union</b>	11	<b>A. Notion de publicité comparative</b>	37
1. Directive 93-13 du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs	11	<b>B. Éléments de la comparaison</b>	39
2. Directive 2009-22 du 23 avril 2009 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs	13	<b>II. Conditions de licéité</b>	39
<b>B. Conditions de l'action</b>	14	<b>A. Absence de caractère trompeur</b>	40
1. Qualité pour agir	14	<b>B. Substituabilité des produits comparés</b>	41
a. Déclaration	14	<b>C. Caractère objectif et vérifiable</b>	42
b. Objet statutaire	14	<b>D. Absence de discrédit ou de dénigrement du concurrent</b>	43
c. Agrément	15	<b>E. Produits pourvus d'une appellation d'origine</b>	43
2. Publication judiciaire ou spontanée	16	<b>F. Utilisation de la marque et des signes distinctifs du concurrent</b>	44
<b>C. Actions exercées dans l'intérêt collectif des consommateurs</b>	17	<b>SECTION 2</b>	
1. Action civile	18	<b>Champ d'application</b>	46
a. Droits reconnus à la partie civile	18	<b>I. Produits ou services</b>	46
b. Réparation d'un préjudice ou cessation des agissements illicites	19	<b>II. Identification d'un message publicitaire</b>	46
1) Réparation du préjudice	19	<b>A. Support publicitaire</b>	46
2) Cessation d'agissements illicites	20	<b>B. Comparaison opérée par un tiers</b>	47
2. Action en cessation d'agissement licites	21	<b>III. Caractère comparatif du message</b>	48
a. Conditions d'exercice de l'action	21	<b>IV. Désignation d'un concurrent</b>	49
b. Cessation des agissements illicites	22	<b>V. Destinataires de la publicité</b>	50
c. Réparation du préjudice	24	<b>SECTION 3</b>	
<b>D. Action conjointe et intervention en justice</b>	25	<b>Conditions de licéité</b>	50
1. Nécessité d'une action introduite par un consommateur	25	<b>I. Objet de la comparaison</b>	51
2. Cessation des agissements illicites et réparation du préjudice	26	<b>A. Produits comparés</b>	51
<b>E. Action en représentation conjointe</b>	27	1. Biens ou services répondant aux mêmes besoins ou ayant le même objectif	51
<b>F. Action de groupe</b>	28	2. Produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou d'une indication géographique protégée	52
		<b>B. Caractéristiques comparées</b>	52
		1. Caractéristiques essentielles	52
		a. Notion de caractéristique essentielle	53
		b. Nombre de caractéristiques comparées	53
		2. Caractéristiques pertinentes	54
		3. Caractéristiques vérifiables	55
		4. Caractéristiques représentatives	57

<b>II. Caractères de la publicité</b>	57	<b>I. Informations sur les caractéristiques essentielles</b>	91
<b>A. Absence de caractère trompeur</b>	58	<b>II. Information sur les prix</b>	93
1. Allégations trompeuses	58	<b>A. Prix et conditions de vente</b>	93
2. Présentations trompeuses	59	<b>B. Paiements supplémentaires</b>	96
3. Omissions trompeuses	60	<b>III. Information sur les délais de livraison</b>	96
4. Représentativité des échantillonnages	62	<b>A. Obligation d'information précontractuelle</b>	96
<b>B. Caractère objectif</b>	62	<b>B. Faculté de dénonciation</b>	97
1. Appréciations individuelles ou collectives	62	<b>IV. Information sur les pièces détachées</b>	98
2. Exigence de loyauté	63	<b>V. Information sur la reconduction du contrat</b>	99
<b>C. Absence de parasitisme</b>	64	<b>SECTION 3</b>	
<b>D. Absence de discrédit ou de dénigrement</b>	65	<b>Preuve</b>	101
<b>E. Absence de confusion</b>	67	<b>SECTION 4</b>	
<b>III. Preuve de l'exactitude du message</b>	68	<b>Sanction du défaut d'information</b>	102
<b>SECTION 4</b>		<b>I. Sanctions civiles</b>	102
<b>Sanctions</b>	69	<b>A. Nullité de la vente</b>	102
<b>I. Sanctions privées</b>	69	<b>B. Résolution de la vente</b>	103
<b>II. Sanctions civiles</b>	70	<b>C. Dommages et intérêts</b>	103
<b>A. Action en concurrence déloyale</b>	70	<b>II. Autres sanctions</b>	104
<b>B. Action en référé</b>	71	<b>A. Sanctions administratives</b>	104
<b>C. Loi applicable</b>	72	<b>B. Sanctions pénales</b>	105
<b>III. Sanctions pénales</b>	72	<b>CHAPITRE III Clauses abusives</b>	108
<b>A. Publicité trompeuse</b>	73	<b>SECTION 1</b>	
<b>B. Contrefaçon de marque</b>	73	<b>Compatibilité avec le droit européen</b>	110
<b>C. Action de la partie civile</b>	74	<b>I. Définitions</b>	110
<b>CHAPITRE II Obligation d'information du vendeur</b>	76	<b>II. Compétence du juge de l'Union</b>	112
<b>SECTION 1</b>		<b>III. Appréciation du caractère abusif par le juge national</b>	112
<b>Obligation du Code civil</b>	79	<b>SECTION 2</b>	
<b>I. Devoir précontractuel d'information</b>	79	<b>Champ d'application du contrôle</b>	118
<b>II. Obligation de renseignement / mise en garde / conseil</b>	80	<b>I. Parties au contrat</b>	118
<b>A. Obligation de renseignement</b>	81	<b>A. Qualité de consommateur</b>	119
1. Caractéristiques de la chose	81	<b>B. Qualité de non-professionnel</b>	120
2. Conditions d'utilisation	82	1. Critère de l'incompétence ou du défaut de spécialité	120
3. Précautions d'emploi	82	2. Critère du rapport direct avec l'activité professionnelle	120
<b>B. Obligation de mise en garde</b>	82	3. Personnes morales	121
<b>C. Devoir de conseil</b>	84	<b>C. Notion de professionnel</b>	122
<b>III. Personnes concernées</b>	85	<b>II. Contrats réglementés</b>	122
<b>A. Débiteur professionnel</b>	86	<b>III. Exclusions</b>	123
<b>B. Débiteur non-professionnel</b>	87	<b>A. Définition de l'objet du contrat</b>	123
<b>C. Créancier non-professionnel</b>	87	<b>B. Adéquation du prix ou de la rémunération</b>	124
<b>D. Créancier professionnel</b>	88		
<b>SECTION 2</b>			
<b>Obligation du Code de la consommation</b>	88		

C. Clause claire et compréhensible	125	D. Responsabilité du consommateur ou du non-professionnel	150
<b>SECTION 3</b>		1. Exonération de responsabilité	150
<b>Contrôle du déséquilibre significatif</b>	126	2. Réparation du manquement	151
<b>I. Clauses relatives à la conclusion du contrat</b>	127	a. Suspension du contrat	151
A. Clauses potestatives	128	b. Indemnité de réparation/Intérêts de retard	152
B. Clauses de dédit ou de rétractation	129	<b>IV. Clauses relatives à la fin du contrat</b>	152
C. Clauses relatives à la description de la chose ou de la prestation	129	A. Clause de tacite reconduction	153
D. Clauses relatives au prix de la chose ou de la prestation	130	B. Clause de retenue ou de restitution	153
E. Clauses relatives à la durée du contrat	130	C. Clause de résiliation	154
F. Clauses relatives à la substitution de débiteur	131	1. Conditions de fond	154
<b>II. Clauses relatives au périmètre du contrat</b>	132	2. Conditions de forme	156
A. Adhésion à des clauses extérieures ou non communiquées	132	3. Indemnité de résiliation	157
B. Modification du contrat	134	a. Nature de la faute et mode de calcul de l'indemnité déterminés	157
1. Présomption d'abus	134	b. Indemnité proportionnée	158
2. Exclusion de l'abus	135	c. Réciprocité ou existence d'une contrepartie	158
a. Raison valable et spécifiée	136	d. Manquement imputable au consommateur ou au non-professionnel	159
b. Modification tarifaire	137	<b>V. Clauses relatives à la résolution des litiges</b>	160
c. Existence d'une contrepartie ou d'une faculté de résiliation	137	A. Renonciation à l'exercice d'un recours judiciaire	160
d. Modifications liées à l'évolution technique	138	B. Clauses compromissaires et de médiation préalable	160
<b>III. Clauses relatives à l'exécution du contrat</b>	138	C. Clause attributive de compétence	162
A. Obligations des parties	139	D. Modes de preuve	163
1. Conditions potestatives	139	E. Prescription de l'action	163
2. Délais et modalités de livraison	140	<b>SECTION 4</b>	
3. Mode de paiement	142	<b>Pouvoirs du juge</b>	164
4. Fourniture d'informations d'ordre privé ou confidentielles	142	<b>I. Relevé d'office</b>	164
B. Exonération de responsabilité du professionnel	144	<b>II. Sanction des clauses abusives</b>	165
1. Causes d'exonération	144	A. Sanctions civiles	165
a. Force majeure ou cas fortuit	144	B. Sanctions administratives	166
b. Fait d'un tiers	145		
c. Faute du non-professionnel ou du consommateur	145		
d. Nécessités du service	146		
2. Portée de l'exonération	146		
C. Réparation du manquement	147		
1. Garantie contractuelle	147		
a. Domaines respectifs de la garantie légale et de la garantie contractuelle	147		
b. Réparation hors réseau	148		
c. Effet de la garantie	149		
2. Indemnité de réparation	149		

## TITRE II

## Après-vente

## CHAPITRE I Conformité des produits 171

## SECTION 1

## Obligation générale de conformité 171

## I. Compatibilité avec le droit de l'Union 172

## II. Portée 173

## A. Biens et services 173

## B. Première mise sur le marché 173

## C. Obligation d'information 174

## III. Régime 174

A. Obligation de vérification	175	B. Méconnaissance du défaut	200
B. Preuve	175	C. Antériorité	200
C. Sanction	176	D. Délai	202
D. Mesures de police administrative	176	<b>IV. Régime</b>	203
1. Mesures visant les établissements et produits	177	A. Responsabilité du vendeur	203
2. Mesures visant les prestations de services	177	B. Hiérarchie des sanctions	203
<b>SECTION 2</b>		C. Réparation en nature	204
<b>Obligation de délivrance conforme</b>	178	D. Sanctions en valeur	205
<b>I. Notion</b>	178	E. Dommages et intérêts	207
A. Distinction entre non-conformité et vice caché	179	<b>SECTION 4</b>	
B. Caractéristiques convenues	180	<b>Garantie commerciale de conformité</b>	207
<b>II. Contenu de l'obligation</b>	181	<b>I. Notion</b>	207
A. Conformité de la chose	182	<b>II. Champ d'application</b>	208
B. Conformité des accessoires	183	<b>III. Règles de forme</b>	208
C. Obligation d'information, de renseignement et de conseil	184	<b>IV. Responsabilité et sanctions</b>	209
<b>III. Régime</b>	185	<b>CHAPITRE II Tromperie</b>	213
A. Dénonciation de la non-conformité	185	<b>SECTION 1</b>	
B. Preuve	186	<b>Champ d'application</b>	214
C. Exclusion de la responsabilité du vendeur	186	<b>I. Existence d'un contrat</b>	214
1. Causes d'exonération	187	<b>II. Nature du contrat</b>	215
2. Clause limitative de responsabilité	188	<b>III. Objet du contrat</b>	215
D. Sanction	188	A. Contrat relatif à des marchandises	215
1. Exécution ou réaménagement du contrat	189	B. Contrat relatif à des prestations de services	216
2. Résolution du contrat	189	<b>IV. Partie ou non au contrat</b>	216
3. Réparation du préjudice	190	<b>V. Date de conclusion du contrat</b>	217
<b>SECTION 3</b>		<b>SECTION 2</b>	
<b>Garantie légale de conformité</b>	191	<b>Compatibilité avec le droit de l'Union</b>	218
<b>I. Définition</b>	192	<b>SECTION 3</b>	
A. Directive 1999-44	192	<b>Élément matériel</b>	218
B. Paquet e-commerce : directives 2019-771 et 2019-770	193	<b>I. Objet de la tromperie</b>	219
1. Directive 2019-771 relative aux contrats de vente de biens	193	A. Nature ou espèce du produit	219
2. Directive 2019-770 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques	195	B. Origine	220
<b>II. Champ d'application</b>	196	C. Qualités substantielles	221
A. Nature du contrat	197	1. Non-conformité à une réglementation	221
B. Objet du contrat	197	2. Marquage CE	221
C. Qualité des parties	197	3. Fraîcheur	222
<b>III. Conditions d'application</b>	198	4. Sécurité	222
A. Défauts de conformité	199	5. Mode de fabrication	222
		6. Existence d'une garantie	223
		7. État de la marchandise	223
		D. Composition ou teneur du produit	224
		E. Quantité ou identité des choses livrées	224
		1. Quantité de choses livrées	224

2. Identité de choses livrées	225	<b>B. Contrats voisins</b>	245
F. Aptitude à l'emploi	225	1. Contrat d'entreprise	245
G. Risques inhérents à l'utilisation du produit	226	2. Contrat de mandat	246
H. Contrôles effectués	226	<b>C. Objet de la vente</b>	246
I. Prix	227	1. Vente d'immeubles à construire	246
<b>II. Moyens de la tromperie</b>	227	2. Vente d'animaux domestiques	247
A. Allégations fausses	227	3. Cession de parts sociales	247
B. Manœuvres	228	4. Cession de fonds de commerce	247
C. Omissions	228	5. Accessoires	247
D. Obsolescence programmée	229	<b>D. Modalités de la vente</b>	248
<b>III. Tentative</b>	230	<b>II. Antériorité du vice</b>	248
<b>SECTION 4</b>		A. Vice antérieur ou concomitant	248
<b>Élément moral</b>	230	B. Vice postérieur	249
<b>I. Intention frauduleuse</b>	230	1. Utilisation défectueuse	249
A. Mauvaise foi	231	2. Cause extérieure	250
B. Négligence	231	<b>C. Preuve de l'antériorité</b>	250
C. Inexécution d'une obligation contractuelle	232	1. Charge de la preuve	250
<b>II. Critères d'appréciation</b>	233	2. Appréciation souveraine des juges du fond	251
A. Professionnel	233	3. Preuve par retranchement	251
B. Particulier	233	4. Comportement des parties	252
<b>SECTION 5</b>		<b>III. Non-apparence du vice</b>	252
<b>Procédure pénale</b>	233	A. Notion d'apparence	253
<b>I. Action publique</b>	234	1. Ampleur du défaut	253
A. Mise en mouvement :	234	2. Date d'appréciation	253
B. Prescription	235	<b>B. Appréciation du caractère apparent du vice</b>	254
<b>II. Action civile</b>	235	1. Défaut apparent	254
<b>III. Sanctions</b>	237	2. Défaut dissimulé	255
A. Imputabilité de l'infraction	237	<b>C. Diligence requise de l'acheteur profane</b>	256
1. Personnes physiques	237	<b>D. Professionnel de même spécialité ou de spécialité différente</b>	257
2. Personnes morales	238	1. Acheteur de même spécialité	257
B. Peines principales	238	2. Acheteur de spécialité différente	258
1. Les peines normalement encourues	238	<b>IV. Impropropriété de la chose</b>	258
2. Les peines encourues en cas de circonstances aggravantes	239	A. Vice inhérent	259
3. Récidive	239	1. Notion	259
C. Peines complémentaires	239	a. Défaut de fabrication ou de structure	259
1. Personnes physiques	239	b. Usure anormale	260
2. Personnes morales	240	2. Facteurs extérieurs	260
<b>CHAPITRE III Garantie des vices cachés</b>	244	3. Vice affectant une qualité accessoire de la chose	261
<b>SECTION 1</b>		B. Vice affectant l'usage de la chose	262
<b>Conditions de la garantie</b>	244	1. Destination de la chose	262
<b>I. Contrat de vente</b>	245	a. Usage normal	262
A. Champ d'application	245	b. Usage convenu	263
		2. Vice rendant la chose impropre à sa destination	264
		a. Gravité du vice/Faculté de réparation	264

b. Bien nécessitant un entretien régulier	265	2. Qualité de vendeur	285
3. Vice diminuant l'utilité de la chose	265	<b>B. Étendue de la garantie</b>	286
a. Diminution de l'agrément	265	1. Portée de la garantie	286
b. Vice persistant	267	a. Présomption irréfutable de connaissance du vice	286
c. Bien d'occasion	267	b. Action récursoire	286
4. Vice déterminant du consentement	268	c. Partage de responsabilité	287
<b>C. Preuve du vice</b>	269	2. Compléments de la garantie	288
1. Expertise	269	a. Frais occasionnés par la vente	288
2. Preuve par retranchement	270	b. Dommages-intérêts	289
3. Comportement des parties	270	<b>IV. Délai d'action</b>	293
4. Lien de causalité	271	<b>A. Point de départ</b>	293
<b>SECTION 2</b>		1. Action principale	293
<b>Mise en œuvre de la garantie</b>	271	2. Action récursoire	295
<b>I. Fondement de l'action</b>	272	<b>B. Causes et effets de l'interruption</b>	295
<b>A. Non-conformité</b>	272	1. Reconnaissance de responsabilité	295
<b>B. Erreur</b>	273	2. Demande en référé	296
<b>C. Dol</b>	273	3. Effets de l'interruption	297
<b>D. Action en responsabilité contractuelle ou délictuelle</b>	274	<b>C. Délai butoir</b>	297
<b>E. Garantie conventionnelle</b>	275	<b>D. Forclusion de l'action</b>	298
<b>II. Titulaire de l'action</b>	276	1. Date d'assignation	298
<b>A. Qualité d'acheteur</b>	276	2. Autorité de la chose jugée	298
1. Copropriétaire	276	3. Moyen d'ordre public	298
2. Crédit-preneur	276	4. Charge de la preuve	299
3. Sous-acquéreur	277	<b>V. Clauses de non-garantie</b>	299
4. Vendeur intermédiaire	277	<b>A. Champ d'application</b>	299
<b>B. Option de l'acheteur</b>	278	<b>B. Clause excluant la garantie des vices cachés</b>	299
1. Principe	278	<b>C. Conditions de mise en œuvre</b>	300
2. Portée	278	1. Vendeur professionnel	301
a. Offre de réparation	278	2. Vendeur occasionnel	302
b. Substitution d'action	279	3. Acheteur de même spécialité	302
3. Limites	279	4. Acheteur de spécialité différente	303
a. Perte de la chose	279	<b>D. Opposabilité</b>	304
b. Impossibilité de restitution	279	1. Acceptation de la clause	304
c. Procédure collective	279	2. Opposabilité au sous-acquéreur	305
<b>C. Action réhibitoire</b>	280	<b>VI. Vente internationale</b>	305
1. Conditions	280	<b>A. Juridiction compétente</b>	305
a. Restitution de la chose	280	<b>B. Loi applicable</b>	306
b. Restitution du prix	281	<b>CHAPITRE IV Responsabilité du fait des produits défectueux</b>	310
2. Effets	281	<b>Introduction</b>	310
a. Indemnité d'occupation ou d'usure	281	<b>I. Droit européen</b>	310
b. Éléments indivisibles	282	<b>A. Principe de responsabilité du producteur</b>	310
<b>D. Action estimatoire</b>	283	<b>B. Réparation du dommage</b>	311
1. Objet de l'action	283	<b>C. Causes d'exonération</b>	312
2. Montant de la réduction	283	1. Mise en circulation du produit	312
<b>III. Débiteur de la garantie</b>	284	2. Risque de développement	313
<b>A. Source de la garantie</b>	284		
1. Fait générateur	284		

II. Contexte	314	V. Mise en circulation du produit	341
III. Application de la loi dans le temps	315	A. L'absence de mise en circulation	342
IV. Articulation avec les autres régimes de responsabilité	316	B. L'antériorité du défaut	342
A. Mise en œuvre de la responsabilité contractuelle ou délictuelle	316	<b>SECTION 3</b>	
B. Mise en œuvre d'autres régimes spéciaux de responsabilité	317	<b>Régime de la réparation</b>	343
<b>SECTION 1</b>		I. Double délai de prescription	343
<b>Condition de mise en œuvre</b>	318	A. Prescription triennale	343
I. Produit défectueux	318	B. Prescription décennale	343
A. Produit	318	II. Compétence	344
1. Implication d'un produit	318	<b>Table alphabétique</b>	345
2. Produits concernés	319	<b>Table analytique</b>	349
a. Électricité	319		
b. Immeubles	319		
c. Produits naturels	319		
d. Produits de santé	320		
e. Produits du corps humain	320		
f. Biens incorporels	320		
B. Défaut	320		
1. Notion	320		
2. Défaut de fabrication ou de conception	322		
3. Défaut résultant d'un manque d'information	323		
4. Preuve du défaut	325		
C. Responsable du défaut	327		
1. Producteur	327		
2. Producteur par apposition d'un signe	328		
3. Importateur	329		
4. Restrictions	329		
5. Produit soumis à incorporation	330		
6. Fournisseur	331		
II. Dommage	332		
A. Franchise	332		
B. Exclusion du dommage causé au produit défectueux lui-même	333		
C. Biens à usage professionnel	333		
D. Limitations conventionnelles	334		
E. Dommage immatériel	334		
F. Préjudice de contamination	335		
III. Lien de causalité	335		
<b>SECTION 2</b>			
<b>Causes d'exonération</b>	337		
I. Risque de développement	338		
II. Conformité aux normes	339		
III. Faute de la victime	339		
IV. Fait du tiers	340		